

SOCIAL ■ La vente de J.-Coeur Habitat fait réagir la CGT Bourges Habitat

« Nous voulons l'autonomie »

La CGT Bourges Habitat s'inquiète des conséquences de la vente de Jacques-Cœur habitat au groupe Arcade. Une délégation a été reçue le 23 octobre par le maire, Pascal Blanc.

Laurence Javal

laurence.javal@centrefrance.com

Avec l'annonce, lors du conseil municipal de la mi-octobre, de la vente de Jacques Cœur Habitat au groupe Arcade, c'est la fin d'une inquiétude : il n'y aura pas de fusion entre la société privée Jacques Cœur, et Bourges Habitat, que les salariés ont tant crainte. La CGT Bourges Habitat a donc pris acte de l'abandon de cette fusion. Ce n'est pas pour autant que l'inquiétude s'est envolée. « Car nous nous demandons aujourd'hui qu'elle incidence aura cette vente sur les salariés de Bourges Habitat », s'interroge la CGT, qui avait demandé audience au maire, Pascal Blanc, le 23 octobre dernier, pour lui poser certaines questions.

Le GIE n'a plus lieu d'être

Et notamment à propos du GIE, groupement d'in-



RÉACTION. Les représentants du comité d'entreprise de Bourges Habitat, les représentants des locataires et les délégués syndicaux CGT. L. JAVAL

térêts économiques, établi à part égale entre Bourges Habitat et Jacques Cœur Habitat, depuis une dizaine d'années. « C'était pour supporter un surcroît de travail, de montages financiers par exemple, pour le suivi du plan de renouvellement urbain, ou pour le partage du système informatique », explique les élus CGT et représentants des salariés.

Un GIE qui, selon eux, n'a plus lieu d'être, puisque Jacques Cœur Habitat a été racheté. « La vente devrait être effective au 1^{er} janvier 2016. Mais on

ne nous a pas affirmé que le GIE allait disparaître, au contraire ! C'est Bourges Habitat qui va devoir en supporter les frais seul, soit un million d'euros. »

Rapprochement avec l'office d'HLM du Cher

Et sur le plan des conditions de travail, c'est l'outil informatique, hérité de Jacques Cœur Habitat, qui est pointé du doigt : « Cet outil est obsolète et ne permet pas de répondre correctement à nos locataires, qui sont souvent mécontents, et c'est normal. » Pour la CGT Bourges Habitat, « nous devons

retrouver notre autonomie ».

Le maire a laissé entendre qu'un rapprochement pourrait se faire avec l'office public départemental d'HLM du Cher. « Le maire s'est engagé à réunir le personnel de Bourges Habitat en décembre », rapporte la CGT, qui attend une réponse rapide, courant novembre. « Nous voulons reprendre en main notre logiciel. Dans le cas contraire, il n'est pas exclu que des actions soient engagées », disent-ils, motivés. ■

Laurence Javal

laurence.javal@centrefrance.com